



FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION
AN III N° 1
JANVIER 1971

4° P. 8029

ALDO DE SOUZA NETO ASSASSINE !

La capture du révolutionnaire Aldo de Sà Brito Souza Neto, accusé d'être un des lieutenants du Capitaine Calors Mamarca, de la VPR, avait déclenché le 10 janvier un long suspense qui devait se terminer par l'arrivée des 70 prisonniers politiques au Chili et la libération de l'ambassadeur Bucher. Pendant ces jours le gouvernement brésilien essayait de gagner du temps face aux guerrilleros, pour arracher à Aldo Souza Neto l'adresse de la cachette de l'ambassadeur et de ses ravisseurs. Selon l'aveu de la dictature, le militant était "interrogé sans relâche". La police vient d'annoncer qu'il s'est "suicidé" aux cours des interrogatoires en se jetant par la fenêtre du troisième étage.

Aldo de Sà Brito Souza Neto était un des militants les plus recherchés au Brésil, accusé d'au moins quinze attaques de banques et d'avoir participé à l'enlèvement de l'ambassadeur ouest-allemand, Von Holleben. Il aurait été pris dans un appartement du centre de Belo Horizonte, avec huit compagnons, dont un serait mort dans l'échange de tirs avec la police.

Des informations parvenues au Front Brésilien d'Informations, faisaient état des tortures inhumaines auxquelles Aldo avait été soumis pour lui faire avouer la cachette de l'ambassadeur suisse. Après Mario Alves, le syndicaliste Olavo Hansen, Camara Ferreira, Bacuri et tant d'autres, Aldo vient de joindre à la liste de ceux qui sont morts aux mains des tortionnaires de la dictature. Comme ses compagnons, il avait accepté l'éventualité de son sacrifice, pour porter haut le cri de révolte du peuple brésilien, opprimé par un régime fasciste au service d'une minorité de privilégiés et des intérêts étrangers.

NOUVELLES EN BREF.

La police de Rio de Janeiro a tué un jeune garçon de 13 ans dans une rafle à Cinelândia, au centre de Rio de Janeiro. Le jeune garçon, Evanir Barbosa Filho, vendeur ambulant de gâteaux, courut quand la ronde de police s'approcha. Le policier Amauri Pifano Machado sortit son arme et la déchargea sur le garçon qui fut abattu d'une balle dans la nuque, devant le cinéma Odeon. Ceci se passait le 2 janvier 1971.

La répercussion fut si grande que la presse divulgua le fait. Cette dénonciation en permit d'autres :

- 3 janvier : - Un garçon de 12 ans, Fernando Antonio Pereira Sapucaia traversait la rue lorsque 3 gardes de banques firent usage de leurs armes pour disperser un groupe de jeunes gens qui dansaient au Club Rosa Branca. Fernando fut atteint à la poitrine et mourut quelques minutes plus tard.

- 4 janvier - A São Paulo, le jeune garçon Mario Correia Paz, mourut dans le quartier São Vicente, atteint d'une balle dans la tête par un policier qui prétexta être à la poursuite de suspects.

- 5 janvier - Une femme âgée, Carmen Garcia Abizanda, attendait un autobus à Rio de Janeiro lorsqu'elle reçut une balle dans le genou. Un policier interrogeait un chauffeur de taxi et voulut résoudre le problème au revolver.

- 6 janvier - Marcelo Costa Tavares sortit de chez lui pour aller à la messe. Une voiture de police patrouillait, ses occupants firent feu sur un véhicule présumé occupé par des révolutionnaires. Les agents tirèrent sur le jeune homme et sur deux autres personnes qui l'accompagnaient, l'atteignant à la tête. Les policiers laissèrent les deux jeunes gens secourir leur compagnon et s'enfuirent. La victime mourut sur les lieux peu après.

A la suite de l'assassinat d'Evanir, le journal conservateur "Journal do Brasil" commenta dans l'éditorial du 7 janvier :

"En vérité, nous nous trouvons en face d'un épisode qui reflète une dégradation du principe de l'autorité. Du domaine institutionnel, l'arbitraire est passé dans la vie politique et, tous les faits disponibles l'indiquent. Cet arbitraire semble avoir atteint son maximum lors des dernières élections parlementaires et les nominations de gouverneurs".

Le 11 de ce mois, aux environs de midi, un groupe de guérilleros urbains prit d'assaut le dépôt de l'Entreprise de Transport Aliança, 1 138 rue Dona Isabel, Bonsucesso à Rio de Janeiro. Le groupe qui était commandé par une femme, ordonna aux employés de l'entreprise, qui attendaient l'heure de retourner au travail, de charger un camion de produits alimentaires et de médicaments, les payant pour leur travail une fois terminé.

La marchandise fut enlevée et distribuée à la population du Burundi le Bras de Pina. Les guérilleros y distribuèrent des feuilles de propagande révolutionnaire, se faisant connaître comme membres de la VAR - Palmares.

Le journal uruguayen "Marcha" du 30.12.1970, citant l'AFP, dit que "le groupe financier Weston International Cooperation a annoncé qu'il va organiser une grande campagne en Europe et aux Etats-Unis pour présenter au monde la véritable image du Brésil".

La "Prensa Latina" du 23 janvier a annoncé que l'Institut de Sciences Pénales du Chili a demandé l'intervention de la Commission des Droits de l'Homme en faveur de l'avocat brésilien Heleno Fragoso, fait prisonnier par la Police politique brésilienne.

Heleno Fragoso est l'un des rares avocats au Brésil qui, malgré les menaces, a défendu des prisonniers politiques. Il est le vice président de l'Ordre des Avocats du Brésil; il était déjà menacé depuis quelques temps par les services de la répression.

Au cours d'une entrevue avec la presse à Santiago du Chili, l'avocat Antonio Expedito Carvalho Pereira, l'un des 70 prisonniers politiques libérés en échange de l'ambassadeur Suisse, a déclaré qu'il avait été arrêté pour avoir défendu des prisonniers politiques. L'avocat a déclaré :

"Tous les avocats reçoivent des menaces anonymes par téléphone ou par la poste, envoyés par les services de répression pour les intimider et les empêcher de défendre les prisonniers et persécutés politiques

"J'ai été torturé pendant 5 mois à la caserne de la Deuxième Armée et au DOPS" - Après avoir dit que ses frères aussi furent arrêtés et que l'un d'eux, João, "perdit l'audition de l'oreille droite à la suite de coups de "téléphone", il continua en disant qu'il avait appris qu'on interrogea aussi sa fille âgée de 10 ans. "Ils me menacèrent, au cas où je ne leur donnerais pas les renseignements qu'ils me demandaient sur le capitaine Lamarca, de la torturer et de la violer".

Le critique d'art Mario Pedrosa, récemment exilé au Chili, accorda une entrevue à la journaliste brésilienne Maria Tereza Morais, arrivée, elle aussi, il y a quelques jours à Santiago, fuyant la répression au Brésil, en compagnie du photographe Sergio Rocha.

Monsieur Pedrosa, accusé d'avoir divulgué à l'étranger des informations sur les tortures de prisonniers politiques, dit au cours de l'entrevue :

"Les personnes du cinéma, du théâtre, de la musique, les écrivains sont tous exposés à ce qui est arrivé à l'équipe du "Pasquim" (journal satirique hebdomadaire, dont presque toute l'équipe de rédaction fut faite prisonnière), parce que règne l'arbitraire sans contrôle d'aucune institution légale ou juridique".

Mario Pedrosa fut élu vice-président de l'Association Internationale des Critiques d'Art, alors qu'il avait asile à l'Ambassade du Chili à Rio de Janeiro.

Bruno Dauter Magalhães e Silva est l'un des 70 prisonniers politiques libérés en échange de l'ambassadeur Bucher. Bruno Dauter était étudiant en économie et militant du PCBR (Parti Communiste Brésilien Révolutionnaire). Il fut fait prisonnier le 2 mars 1970 et fut immédiatement frappé pour dire avec qui il avait fixé des rendez-vous. Les informations données ne s'étant pas révélées exactes, les policiers lui firent payer cher une telle hardiesse. "Il me conduisirent dans une petite rue, me firent sortir de la voiture, me piétinèrent et me frappèrent avec des revolvers et des crosses de fusils, me faisant diverses blessures à la tête et sur le corps". Au même endroit, ils simulèrent une fusillade et me conduisirent à la caserne du 1er bataillon de la police de Guanabara, où je subis le "perchoir du perroquet", des chocs électriques sur toutes les parties les plus sensibles du corps et où je fus constamment battu.

"La première séance de tortures dura 12 heures. Pendant les jours suivants, je fus torturé de nouveau de la même manière et à plusieurs reprises. Ce fut seulement après mon transfert au 1er régiment d'infanterie de l'armée que cessèrent les tortures.

"La torture au Brésil est institutionnalisée comme la principale forme de répression contre la lutte de libération du peuple brésilien. Elle est appliquée sans discrimination et à doses massives. Le but principal de la torture est théoriquement d'obtenir des renseignements; fréquemment, elle est faite par pur sadisme. Person-

nellement, je fus torturé plus d'une fois pour avoir refusé de donner des informations à la police; ensuite, ils me torturèrent encore sans rien me demander, par simple punition.

"La première fois fut la plus dure. Pendant une semaine, je subis des tortures quotidiennes, deux ou trois fois par jour et pendant trois ou quatre heures à chaque fois. Une fois, j'ai dû assister aux tortures que subit une compagne avec laquelle, selon la police, j'avais eu des contacts; ayant nié cette allégation, ils amenèrent la jeune fille devant moi pour me faire avouer. Comme les policiers n'obtenaient rien, ni de moi, ni d'elle, ils nous pendirent au "perchoir du perroquet", nous frappèrent sans cesse; nous étions tous deux totalement déshabillés".

Quand le nom de Bruno Dauter apparut sur la liste des prisonniers politiques à échanger contre l'ambassadeur suisse, il fut transféré à la "Vila Militar" et enfermé, nu, pendant trois jours, dans une cellule, où il fut transféré à l'aéroport du Galeão, et embarqua avec les menottes, pour le Chili.

Le journal uruguayen "Marcha" du 22 janvier a dénoncé la détention à l'aéroport du Galeão à Rio de Janeiro, où elle avait débarqué, en transit pour Montevideo, d'une journaliste qui revenait du 7ème Congrès de l'OIP, tenu à Cuba. Elle fut repérée à l'aéroport et détenue sous l'accusation de transporter des objets considérés subversifs - la journaliste avait avec elle des photos du Vietnam, des livres de Guevara et un disque de chansons cubaines. Au DOPS, elle subit un interrogatoire d'une journée, sans manger, sous la direction du policier Candico de Costa Lima.

POLITIQUE LATINO-AMERICAINE DE LA DICTATURE

Le 11 janvier, une tentative de coup d'Etat fut étouffée en Bolivie. Selon les dénonciations faites par les journaux de la Paz, le général réformé brésilien Hugo Bethlem y a participé. Le journal "El Diario" du 11 janvier informa que Bethlem avait remis de l'argent aux civils et aux militaires afin de financer le coup d'Etat. D'après le quotidien catholique "Presencia", la participation de l'ex-diplomate et ex-militaire brésilien était "l'un des aspects les plus graves de ce complot"; il serait bien naïf d'admettre que ce militaire "n'avait agi que de sa propre initiative ou en utilisant des revenus personnels".

Le lendemain, l'ambassadeur du Brésil à La Paz publia un communiqué officiel affirmant qu'elle n'était pas responsable des actes du général "éloigné du service diplomatique en 1965 et réformé des forces armées en 1970".

Le 15, le ministre de la défense de la Bolivie, dans un commentaire des informations de "The Economist", selon lesquelles l'Argentine et le Brésil prépareraient une action armée contre la Bolivie, déclara que ces deux pays sauraient respecter la souveraineté bolivienne".

La déclaration du ministre eut lieu quatre jours après la tentative de coup d'Etat, lorsque le général Torres selon le journal brésilien "O Estado de São Paulo", aurait dit : "Je peux aussi vous assurer que nous envoyons des troupes aux frontières, pour garantir l'intégrité de notre pays".

La participation du général Bethlem aux derniers événements aurait été le motif de la préoccupation de Torres.

En 1963, déjà, le nom du général Bethlem était particulièrement connu dans le milieu universitaire. Il était lié au bulletin d'information confidentiel, "SEI", distribué aux officiels de l'armée brésilienne, aux évêques et à d'autres personnalités, et qui avait comme but principal la diffamation de l'UNE (Union nationale des étudiants) et de la JUC (Jeunesse universitaire catholique).

Le ministre à l'Education Nationale, Jarbas Passarinho annonça en décembre dernier un plan de travail de son ministère recouvrant les zones de frontières brésiliennes. Le journal "O Estado de São Paulo" du 27.12.1970, en fait ainsi mention :

"En décidant d'appliquer une "nouvelle politique" en matière d'éducation dans les zones de frontières du Centre-Ouest et du Nord du pays, le ministre Jarbas Passarinho, n'aurait fait qu'anticiper, comme l'admettent certains de ses assesseurs, une orientation générale qui serait appliquée à d'autres secteurs de l'administration. Le gouvernement commencerait à porter son attention sur ces frontières en sachant que, dans le cadre de la guerre

révolutionnaire, elles deviennent potentiellement plus vulnérables que les frontières du Sud".

"Jusqu'à maintenant, en se basant sur la stratégie de la guerre conventionnelle, le Brésil a porté toute son attention sur les frontières du Sud, car c'est de là que pouvait surgir une quelconque menace à notre souveraineté, Aujourd'hui, cependant, la guerre conventionnelle qui suivrait l'attaque hypothétique de la part d'un autre pays, s'avère être une menace de plus en plus éloignée, alors que la menace de la guerre révolutionnaire, aidée de la couverture logistique des pays voisins aux guerrilheiros et aux terroristes nationaux, devient chaque jour plus palpable lorsqu'on observe l'évolution politique de certains pays sud-américains, comme le Chili, la Bolivie et le Pérou".

Le 11 décembre dernier, le colonel réformé de l'armée brésilienne, Jefferson Cardim de Alencar Osorio, fut arrêté à Buenos-Ayres. La dénonciation de son emprisonnement est due à sa femme, citoyenne uruguayenne, dans une interview au journal "Ya" de Montevideo, du 23 décembre 1970. Nous en reproduisons ici quelques extraits :

"Ce vendredi là, mon mari et mon fils, accompagnés d'un neveu, étaient à Buenos-Ayres avec notre voiture, une Aéro-Willy, matricule 521.114 de Porto-Alegre. Ils allaient à Santiago du Chili, afin de voir les possibilités d'installation dans ce pays. Ils emportaient du linge, des articles ménagers, nos vêtements personnels, pour que, au cas où nous déciderions d'y rester, je les rejoigne par la suite avec ma fille, par avion. Peu après, une amie m'informa qu'ils avaient été arrêtés à Buenos-Ayres. Etant sans nouvelles, je partis en Argentine le mardi 15, dans l'espoir de savoir quelque chose d'eux".

Madame Rose Lopetegui de Alencar Osorio, épouse du colonel Jefferson, raconte les difficultés rencontrées pour s'informer. Après avoir su par le consul uruguayen, que son mari et son fils avaient été arrêtés et remis au gouvernement brésilien, elle décida de retourner en Uruguay.

"Notre séjour à Buenos-Ayres n'avait plus aucun sens, nous nous disposions à acheter les billets pour retourner en Uruguay, lorsqu'en pleine avenue de Mayo, au coin de Piedras, des policiers en civil qui nous suivaient, nous prirent par le bras, et sous les regards étonnés des passants, nous emmenèrent, comme des délinquantes, jusqu'à un lieu qui nous l'apprîmes plus tards, était la Quarta Seccional (commissariat de police).

"Après 8 heures du soir, ils nous transférèrent à la "Coordinacion federal". Mais nos tribulations ne firent alors que commencer : nous fûmes photographiées, nous laissâmes nos empreintes digitales telles des délinquantes. Ils nous interrogèrent longuement sur le fait de notre présence à Buenos-Ayres, et aussi, à un certain moment, ils me demandèrent pourquoi je restais en Argentine si je savais déjà que mon mari en était parti. Si ce n'était pas vrai, cela semblerait être une farce terrible... Ils me le disaient, ceux-là même qui ne voulurent pas m'informer sur le sort de mon mari et de mon fils".

"A neuf heures du soir, ils nous jettèrent dans un cachot sordide et horrible. Il nous a fallu dormir sur une paille infecte et sale. Ils nous ont même interdit de maintenir ouverte la petite fenêtre de la cellule.(...)

On nous demandait notre nom toutes les deux heures. Ce fut une nuit terrible, incroyable à ceux qui ne l'ont pas vécue.

"Le lendemain matin notre cauchemar prenait fin : à 9 heures on nous a sorti du cachot, mon amie d'abord, et on nous a informé que nous allions quitter le pays immédiatement".

Le Colonel Jefferson remplissait une mission officielle à Montevideo en 1964, lors du coup d'Etat militaire au Brésil; il a été aussitôt réformé par le nouveau gouvernement. Rentré au Brésil en mars 1965, il déclencha quelques actions de commando, mais tomba dans les mains de l'armée; on le tortura malgré son grade d'officier supérieur. Il réussit à s'évader et se réfugia en Uruguay où il résidait avec sa famille.

Arrêté à nouveau, cette fois en Argentine, lorsqu'il essayait de se rendre au Chili, le colonel Jefferson et son fils de 16 ans sont

19

devenus les premières victimes connues des accords passés entre les généraux Alcides Lopez Aufranc, pour l'Argentine, et le général Canavarro, pour le Brésil (Voir FRONT, n° 17 de décembre 70).

LETTRE DE MADAME MARIO ALVES A MADAME GOMIDE.

Lettre de la femme de Mario Alveo à Madame Gomide, femme du Consul brésilien gardé par les Tupamaros depuis juillet 1970.

Madame Aparecida Gomide,

Nous connaissons toute votre souffrance, votre angoisse. La presse orale et écrite s'occupe quotidiennement de votre drame. Votre mari, un fonctionnaire en service hors du pays a été séquestré, mêlé à des événements de nature politique.

Vous, Madame, vous ne pleurez pas seule.

Cependant, de ma souffrance, de mon angoisse, personne ne parle. Je pleure seule. J'ai le coeur brisé, je veux le retour de mon mari.

Votre mari est vivant, bien traité, il va revenir. Le mien a été assassiné. Il est mort, sous la torture de la première armée à Rio de Janeiro, il a été exécuté sans procès, sans jugement. Je réclame son corps. Même la Commission des Droits de l'Homme ne m'écoute pas. Je ne sais pas ce qu'ils ont fait de lui, ni où ils ont caché son cadavre.

Mario Alves de Souza Vieira était lui, journaliste. Il a été arrêté le 16 janvier 1970, par la police de l'armée (P.E.) battu sauvagement pendant la nuit, frappé avec une matraque dentelée, tout le corps flagellé avec une brosse entourée de fil de fer, pour avoir refusé de donner des renseignements aux tortionnaires de la première armée et de DOPS (Département d'Ordre Politique et Social).

Certains prisonniers emmenés à la salle des tortures pour laver le plancher couvert de sang et d'excréments, ont vu mon mari moribond, saignant par la bouche et le nez, nu, jeté sur le sol, gémissant, demandant de l'eau. Ey les militaires tortionnaires, en échange, riaient, et ne permettaient pas qu'on lui porte aucun secours.

Je sais que vous n'êtes pas en condition d'évaluer ma souffrance car la douleur de chacun est toujours supérieure à celle des autres, mais j'espère que vous comprendrez que les conditions qui ont déterminé l'enlèvement de votre mari et la torture du mien jusqu'à la mort, sont les mêmes. Il est important de savoir ce qu'est la violence-faim, la violence-misère, la violence enlèvement, la violence terrorisme, la violence guerilla. Il est important de savoir qui pratique la violence? Ceux qui créent la misère ou ceux qui la combattent?

Votre désespoir et votre souffrance démontrent que votre mari est un bon chef de famille, qui vous manque, qui est très important dans votre vie. Mario Alves était aussi un bon chef de famille, il nous manque, il a laissé une fille qu'il adorait. Il était intelligent, cultivé, bon, il n'a jamais personnellement offensé personne. Il est mort pour l'amour des opprimés, des marginaux, de ceux qui n'ont ni feu ni lieu. Il a lutté pour que les immenses ressources matérielles et humaines de notre patrie, le Brésil, soient exploitées au bénéfice de tous.

Mes vœux de bonheur pour vous et les vôtres.

Dilma Borges Vieira.

"AU NORDESTE LE TRAVAILLEUR N'A PAS LE DROIT D'ETRE HOMME"

Recife, 1968 : des éléments du "Commando de Chasse aux Communistes (CCC) tirent à la mitrailleuse sur la maison de Dom Helder Camara. Dans la même ville, en 1969, le père Henrique Pereira Neto, aumônier de la jeunesse, est enlevé par des policiers, à faveur de la nuit, horriblement mutilé et finalement lâchement abattu par des policiers, parmi lesquels le tortionnaire connu Miranda.

Pour les défenseurs de la dictature, Recife, est la "capitale explosive du Nordeste". Pour ceux qui luttent pour une vie plus juste pour tous, c'est simplement la ville où la misère d'hommes exploités par un système sans pitié éclate au grand jour.

Les tentatives criminelles pour faire taire ceux qui dénoncent cette injustice ont été vaines comme le prouve le Manifeste publié par l'Action Catholique Ouvrière, au cours d'une cérémonie présidée par Dom Helder, peu avant Noël, dans la même ville de Recife. En voici quelques extraits :

"Au Nordeste le travailleur n'a pas le droit d'être homme. Il est facile de se rendre compte de la gravité de cette affirmation, mais à la lumière de Noël que nous sommes en train de vivre, elle atteint avec plus de force encore toute sa dimension. D'un côté, Noël nous montre Dieu qui s'est fait homme pour que tous puissent être hommes en vérité et en plénitude; de l'autre, la réalité du Nordeste où le travailleur n'a pas le droit d'être un homme".

Chômage et salaire.

"Le chômage augmente chaque jour dans les villes. Il est vrai que de nombreuses usines s'installent, mais d'autres ferment, à cause d'erreurs de gestion habituellement; d'autres encore réduisent le nombre d'ouvriers parce que les stocks de production augmentent à cause du faible pouvoir d'achat de la population du Nordeste". Situation dont les employeurs tirent profit pour "rendre le problème encore plus inhumain. Ils refusent d'engager des ouvriers mariés, ayant des enfants à charge; ils présentent des exigences absurdes d'âge pour l'admission au travail".

"Le salaire minimum n'est pas une rémunération d'homme (...) ni ne permet au travailleur de satisfaire ses premières nécessités, comme manger, s'habiller, avoir une habitation décente et encore moins se reposer, éduquer ses enfants, participer à la vie sociale. Le salaire paralyse le développement physique, spirituel et social de la personne humaine".

L'Eglise et l'homme

"La gloire de Dieu est l'homme vivant. Empêcher le travailleur d'être homme, c'est aller à l'encontre de ce qu'il a voulu faire et construire par la Mort et la Résurrection de son Fils. L'Eglise de l'Evangile -c'est-à-dire, les chrétiens qui prennent au sérieux ce que Jésus a fait et dit- est aussi combattue. Où l'homme est interdit, elle est interdite aussi, ce qui est normal dans les circonstances actuelles. Prétendre que l'Eglise a des droits, quand l'homme ne les a pas, c'est injurier l'Eglise de Jésus Christ, car c'est prétendre qu'elle n'a rien de commun avec les hommes".

L'Action Catholique Ouvrière déclare "ne pouvoir se taire devant le climat créé par la presse écrite et parlée qui ne montre qu'un aspect de la réalité et qui va jusqu'à monter des campagnes de mensonges".

Au cours de la cérémonie D. Helder annonça qu'il se rendrait en Allemagne en mai, à l'invitation d'un congrès de travailleurs européens, et qu'il emmènerait le Manifeste pour le faire connaître hors du Brésil.

La réouverture du Congrès.

LES RESULTATS DES ELECTIONS ONT REVELE UNE PROGRESSION DANS LA
PRISE DE CONSCIENCE DES MASSES.

Le Congrès de Brasilia devait rouvrir ses portes le 1er février de cette année. Fermé, pressionié, amputé de ses membres opposés au régime selon le vouloir des généraux et d'après les renseignements fournis par le SNI (services de sécurité), le Congrès apparaît, plus encore que par le passé, comme étant le siège d'un parti unique : celui de la dictature.

Dès avant le scrutin, Rondon Pacheco, président du parti gouvernemental Arena, déclarait qu'à la Chambre entreraient 224 députés de sa formation contre 86 du MDB (Mouvement démocratique brésilien) et, au Sénat, 59 de ses collègues contre 7. C'était, en quelque sorte, fixer le seuil "d'opposition" toléré par les généraux. Il ne fut guère dépassé; ladite opposition fit élire 8 sénateurs et députés !

Ces chiffres, qui devraient remplir de satisfaction le gouvernement, furent vite oubliés par les commentateurs unanimement impressionnés par ceux d'une autre opposition, plus réelle et plus "dangereuse" : celle de tous ceux qui annulèrent leurs votes. Déjà en novembre 1966, lors des premières élections législatives organisées par la dictature, 30% des électeurs déposaient dans l'urne des bulletins blancs ou portant le slogan "A bas la dictature!", suivant ainsi le mot d'ordre lancé par l'Union nationale des Etudiants (UNE), déjà réduite à la clandestinité. Quatre ans plus tard, en novembre 1970, toujours pour renouveler le Congrès, le pourcentage des contestataires radicaux du régime dépassait presque partout le chiffre de 1966 et atteignait, dans les grandes villes, celui de 50%.

Vers un parti unique ?

Au Brésil, les analphabètes n'ont pas le droit de voter. Cela fait déjà près de 50% de la population. Ajoutons-y les 30 à 50% de votes annulés et les 15% de bulletins favorables au MDB. Nous vous demandons alors comment les portes-parole officiels du palais de Brasilia ont l'audace de déclarer que "cette victoire donne au régime sa légitimité" (Estado de São Paulo, 20.II.1970).

Une légitimité de parti unique ! C'est ce que répondent certains membres vaincus du MDB. C'est ce que souhaitent ouvertement d'institutionnaliser les porte-parole du régime, y compris la grande

presse conservatrice, d'autant plus que "ce parti ne doit pas être considéré comme incompatible avec la pratique de la démocratie" (Estado de São Paulo, 20.II.1970). D'où le souhait que ce qui a survécu du MDB "s'incorpore au parti de l'Arena" (id.).

Cette fusion serait, en effet, de bonne logique puisque "les deux partis furent créés par la Révolution et lui appartiennent", comme le déclarèrent eux-mêmes, au cours de la campagne électorale, des candidats de "l'opposition".

Le "parti de la subversion".

L'Arena a regroupé en son sein tout ce que le Brésil compte de conservateurs et d'ultra-conservateurs. Le MDB, constitué à l'origine et majoritairement par le parti travailliste (PTB), parti des masses populaires, s'est vu progressivement privé de presque tous les anciens membres de cette formation politique, au point de ressembler comme un frère à l'Arena. C'est du reste cette suppression massive des droits politiques des sénateurs et des députés populaires ainsi que le jeu des inéligibilités qui ont poussé un si grand nombre de Brésiliens à refuser le principe même des élections. C'est ce qui les pousse à jeter à la poubelle de la pratique sociale le bipartisme artificiel des généraux pour leur opposer un bipartisme de fait : le déni de légitimité contre l'autolégitimation tyrannique, ou, pour parler comme le président en exercice du MDB, "le parti de la conspiration et de la subversion" dont le premier responsable est le régime lui-même, qui "supprime toute opposition conventionnelle et démocratique". En l'absence de tout pouvoir effectif, les législateurs du nouveau Congrès pourront toujours méditer sur "le grave avertissement" (Estado de São Paulo, 20.II.1970) donnée par les électeurs, quitte à découvrir qu'ils sont là dans le seul but d'entretenir les dernières lueurs d'illusion touchant une éternelle promesse : la "redémocratisation".

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION : AN III.

Le FRONT brésilien d'information -entité autonome au service de toutes les organisations, partis et groupes politiques engagés dans la lutte du peuple brésilien contre la dictature militaire et l'impérialisme- fut créé en novembre 1969.

Dès ses débuts, l'intention du FRONT fut celle de rompre la barrière de silence autour de la répression politique et de la torture que le régime avait instaurée en méthode de gouvernement. Cette

barrière de silence avait été érigée par le gouvernement brésilien qui la protégeait soigneusement devant une opinion publique internationale non informée et, pour cela même, indifférente.

Les premiers bulletins et communiqués de presse distribués par le FRONT Brésilien d'Informations eurent une large diffusion et furent bien accueillis dans la presse de très nombreux pays. L'opinion publique internationale prit connaissance ainsi de témoignages accablants d'hommes, de femmes, d'étudiants, d'ouvriers, de prêtres, de religieux... de personnes de tous âges et d'origines sociales les plus variées, soumises à des tortures terribles.

L'authenticité des témoignages publiés par le FRONT ne faisait aucun doute. Malgré toutes les limitations et difficultés créées par la censure de la dictature, le FRONT s'abstint, et s'abstient toujours et systématiquement, d'accepter une information quelconque dont les sources ne seraient pas sûres. Le FRONT, non seulement est conscient du respect dû à la presse et à l'opinion publique, mais il sait également que la moindre légèreté dans l'information serait exploitée par les nombreux moyens de propagande dont dispose la dictature pour tenter de le discréditer.

Décidé à informer objectivement le public, le FRONT a essayé d'atteindre directement les organes de presse, les organisations internationales, les églises, les parlements de différents pays. Les réactions ne se sont pas faites attendre..

Dès décembre 1969, la revue catholique française "Croissance des Jeunes Nations", publie un "dossier noir" sur la terreur au Brésil. Le 15 janvier 1970, une grande manifestation de solidarité avec la lutte de peuple brésilien a lieu à Paris, réunissant plus de 5.000 personnes. Une manifestation analogue se tint à Milan, en avril; des initiatives semblables sont prises dans d'autres villes italiennes. A partir de là, les manifestations se multiplient dans de nombreux pays d'Europe, aux Etats-Unis, au Canada et en Amérique latine. Des organisations de défense des prisonniers politiques et de solidarité avec le peuple brésilien en lutte sont fondées; des groupes destinés à appuyer l'action du FRONT se forment et celui-ci est de plus en plus sollicité à donner son concours.

L'intervention de diverses organisations internationales est sollicitée, surtout de celles qui se consacrent à la défense "des droits

de l'Homme". En décembre 1969, le journaliste suédois, Kiell Johanson, représentant d'Amnesty International, fait un voyage au Brésil au cours duquel il recueille des témoignages et des preuves que la torture est effectivement utilisée au Brésil, de manière systématique et avec des raffinements de cruauté. Son rapport dénonce la gravité du traitement imposé aux prisonniers politiques au Brésil. En février-mars 1970, Maîtres Weil et Pettiti -membres d'Amnesty International, de la Fédération des juristes catholiques et de l'Association internationale des juristes démocrates- font une enquête au Brésil sur la situation des prisonniers politiques. Leur rapport, qui conclut à l'utilisation systématique de la torture comme arme de terreur politique, est publié par l'Association internationale des juristes démocrates (Bruxelles) et par le FRONT brésilien d'information.

Le 13 mai 1970, des personnalités catholiques qui avaient participé à Rome aux travaux de la "Commission pontificale Justicia et Pax" envoient au pape un télégramme demandant son intervention pour que cessent les tortures pratiquées au Brésil. Ce télégramme était la troisième initiative de la "Commission pontificale Justicia et Pax" en cette matière. En janvier déjà, le cardinal Roy, président de cette Commission, avait répondu à quelques personnalités européennes qui lui avaient envoyé un dossier sur la répression au Brésil, par une lettre dans laquelle il se déclarait opposé à toutes ces méthodes brutales du gouvernement brésilien. Le même cardinal répète, en février, des propos analogues dans une lettre envoyée à Madame Marcella Glisenti, présidente du Comité italien Europe-Amérique latine; et cette fois-ci il exprime l'inquiétude du pape Paul VI devant les informations concernant la torture au Brésil.

Le 14 avril 1970, la Chambre des Députés du Venezuela approuva à l'unanimité une motion signée par le député Cesar Rondon de Louvera, indépendant, dans laquelle le parlementaire vénézuélien s'adresse au Secrétaire général des Nations Unies en demandant l'intervention de la Commission des Droits de l'Homme à propos des tortures et des violations constantes de la Charte des Droits de l'Homme pratiquées par le gouvernement brésilien.

Le 7 avril, le sénateur Ted Kennedy fait un discours à l'Université de Montana, dans lequel il dénonce le régime de répression au Brésil en demandant que toute aide militaire et financière des Etats-Unis au Brésil soit suspendue. Le Département d'Etat est amené à se prononcer à ce sujet le 10 avril par une question d'un journaliste du "New-York Times". Son porte-parole déclare que le Département d'Etat avait manifesté plusieurs fois sa préoccupation au gouvernement brésilien à propos des récits de tortures publiés dans le monde entier et qu'il avait reçu les garanties de ce gouvernement de ce que ces récits étaient faux.

Une pétition est envoyée de Santiago du Chili, en mai, à Mr U Thant, signée par plus de cent intellectuels, hommes politiques, religieux représentant tous les partis politiques et beaucoup de fédérations d'étudiants, de paysans et d'ouvriers de ce pays. Elle est accompagnée d'un rapport sur les tortures au Brésil et d'une lettre demandant au Secrétaire général l'intervention de la Commission des Droits de l'Homme et la création d'un mouvement mondial de pression sur le gouvernement brésilien pour que les tortures cessent.

Le 14 mai 1970, le gouvernement brésilien, qui avait diffusé une note quatre jours auparavant, autorisant la visite des prisonniers politiques par les organisations internationales, revient sur sa décision, argumentant que la visite des prisons par des personnes brésiliennes ou étrangères représentant des organisations internationales serait une atteinte à la souveraineté nationale.

A l'occasion de l'anniversaire de la mort du père Henrique Pereira Neto, assassiné à Recife, le 26 mai 1969, la Conférence des évêques des Etats-Unis, publie un long document demandant la suspension de l'aide nord-américaine au gouvernement brésilien.

La Commission internationale des juristes, qui a son siège à Genève, publie le 22 juillet un rapport de onze pages, résumé d'un important dossier réuni pendant de nombreux mois par des membres de cette Commission au Brésil et dénonçant la généralisation de la torture comme action politique du gouvernement. Ce rapport annonce pour la première fois les démarches effectuées auprès du gouvernement brésilien par le secrétaire du Comité international de la Croix Rouge. Par trois fois la Croix Rouge s'est adressée au gouvernement brésilien pour demander l'autorisation de visiter les prisons et d'apporter médicaments et réconfort aux prisonniers politiques. La première démarche fut faite en décembre 1969, la seconde en janvier 1970 et la troisième en juin 1970. Les trois fois, la Croix Rouge reçut une réponse négative, alors qu'elle est admise dans les prisons du Viet-Nam, de l'Indonésie, du Pérou, du Venezuela, du Guatemala... et dans presque tous les endroits du monde où il y a conflits et prisonniers politiques.

Le 8 septembre 1970, "Le Figaro" publie une lettre de Ivan Illich, fondateur du Centre de documentation interculturel de Cuernavaca (Mexique) et personnalité catholique mondialement connue, enjoignant le pape Paul VI à se prononcer clairement sur le problème des tortures au Brésil. Le même jour, le "Comité Episcopal France-Amérique-

latine" publie une déclaration signée par son président, l'évêque auxiliaire de Rouen, se solidarisant avec les évêques du Noredeste, au Brésil, qui avaient dénoncé l'emprisonnement de deux prêtres, un français et un brésilien (qui a été torturé), à São Luis do Maranhão.

Suite à l'arrestation de la direction de la JOC (jeunesse ouvrière catholique) brésilienne, la JOC internationale et toutes les JOC nationales consacrent leurs réunions et activités du mois d'octobre à des manifestations de solidarité avec les prisonniers politiques brésiliens et la directions de la JOC en particulier. A Rome le pape condamne à nouveau les tortures pratiquées au Brésil.

Enfin la propre OEA (Organisation des Etats américains notoirement contrôlée par Washington) demande au gouvernement Medici la permission de visiter les prisons politiques brésiliennes : elle essuya un refus catégorique.

Le FRONT brésilien d'information a collaboré avec diverses chaînes de télévision -de Hollande, Suisse, Allemagne Fédérale, Italie- à la réalisation de programme d'information sur la répression politique, et son arme principale : la torture. Un programme de publication est en cours de réalisation avec la participation d'éditeurs italiens, allemands, suédois, français et nord-américains. Les "Bulletins d'information" sont publiés en cinq langues et largement diffusés.

Avec l'appui de diverses organisations révolutionnaires brésiliennes, qui ont discuté et approuvé sa "Définition" et grâce à la collaboration de divers groupes politiques tant brésiliens qu'étrangers, le FRONT brésilien d'information espère pouvoir mener à bien la tâche qu'il a assumé : informer l'opinion publique internationale sur la lutte du peuple brésilien contre la dictature et l'impérialisme et provoquer un vaste mouvement de solidarité avec cette lutte.

DECLARATION DU FRERE DOMINICAIN TITO DE ALENCAR

Parmi les 70 prisonniers politiques échangés contre l'ambassadeur de Suisse, se trouve le frère Tito de Alencar, religieux de l'Ordre des dominicains, âgé de 25 ans. Fait prisonnier en novembre 1969, il fut si sauvagement torturé qu'il tenta de se suicider.

Interrogé par le correspondant de Prensa Latina à Santiago du Chili, le frère Tito déclare qu'il fut arrêté par l'équipe du commissaire Fleury, chef de l'Escadron de la mort, en fonction de ses prétendues relations avec l'Action de libération nationale (ALN), dirigé à l'époque par Marighella, lui-même assassiné par le même policier Fleury. Il ajoute: Au quatrième jour de tortures et devant la menace du boureau Bernardo décidé à soumettre les autres religieux à de nouvelles tortures, je me tranchai les veines du poignet. Les tortionnaires m'ont appliqué des chocs électriques au pénis, à l'anus, aux testicules, aux mains, aux pieds, à la tête, sur la langue et dans la bouche. Ils m'ont pendu au "pau-de-arara" et m'ont appliqué le supplice du "téléphone" qui consiste en des coups simultanés sur les oreilles afin de faire éclater les tympans."

"Banni" du pays par les autorités militaires "mais non par son peuple", le frère Tito déclare qu'il regagnera en temps opportun, le Brésil, lorsque son travail ou son témoignage seront utiles "au peuple le plus pauvre".